

Le bombardement de la Plaine du 21 avril 1944



Chers lecteurs,

Vous n'avez pas été sans remarquer les appels réitérés formulés par les rédacteurs dans les précédents numéros de notre bulletin.

Ces sollicitations sont restées pratiquement sans effet. Aussi, cédant au découragement, vos serviteurs Abel Tissot et Raymond Le Moing ont décidé d'abandonner leur action. En conséquence, ce bulletin qui porte le numéro 8, sera le dernier dont ils assumeront la responsabilité de la rédaction et de la diffusion. Ils ont

Quelques semaines avant le débarquement des troupes alliées sur les côtes normandes du 6 juin 1944, la Plaine Saint-Denis fut le théâtre d'un gigantesque bombardement qui eût lieu dans la nuit du jeudi 20 avril au vendredi 21 avril, entre minuit 20 et 1 heure 40 environ.

Ce bombardement s'est inscrit dans la préparation du débarquement qui consistait à limiter sensiblement les possibilités de déplacement des troupes allemandes en détruisant les installations ferroviaires jugées stratégiques.

C'est ainsi que, deux jours plus tôt, dans la nuit du 18 au 19 avril 1944, les habitants avaient déjà été réveillés par le bruit des sirènes, des avions et de la D.C.A. Il

s'agissait alors du bombardement du grand triage de Noisy-le-Sec, opération au cours de laquelle 3.000 bombes furent lâchées sur les voies ferrées et dans les alentours, faisant 464 morts et 370 blessés.

Aussi, dans la soirée du 20 avril, un peu avant minuit, ainsi que le relate le père d'Abel TISSOT dans son journal, les gens de la Plaine, réveillés par les sirènes, constatent que les logements et les extérieurs sont éclairés comme en plein jour par les fusées lâchées du ciel par les avions alliés. Ils comprennent immédiatement que, cette fois, le bombardement en préparation par cet éclairage intense, est bien pour eux. D'autant que certains d'entre eux, la veille et le soir même,



choisi, pour ce numéro, de relater des épisodes vécus à la Plaine au cours de la seconde guerre mondiale. Les plus âgés d'entre vous se souviendront avec émotion de ces événements tragiques. Quant aux plus jeunes, ils découvriront des aspects dramatiques supportés par les habitants de la Plaine dans un passé, somme toute, relativement récent ; ils pourront, s'ils le souhaitent, solliciter les témoignages des anciens lesquels se feront un plaisir de leur fournir les précisions espérées, participant ainsi à un véritable "travail de mémoire".

En conclusion, si Tissot et Le Moing passent la main, ils restent néanmoins disposés à faciliter la prise de relais à la nouvelle équipe qui, ils l'espèrent, se constituera lors de l'Assemblée Générale de l'Association MEMOIRE VIVANTE qui sera convoquée début 2002.

Dans cette attente, ils adressent aux amis lecteurs leurs vœux sincères pour que la nouvelle année leur soit favorable, aussi bien sur le plan personnel que sur l'aspect de l'environnement au sens large, tant le monde a bien besoin d'un sursaut positif.

Amicalement à tous.

**ABEL TISSOT
RAYMOND LE MOING**

avaient pu capter, à la radio de Londres, dans l'émission de la B.B.C. "les Français parlent aux Français", ce message véritablement explicite : " La Chapelle au Clair de Lune ".

Pas de doute, l'objectif cette fois est la gare de La Chapelle dont les emprises concernent une partie du 18ème arrondissement et la Plaine depuis la porte de la Chapelle, dite, encore à l'époque, la Barrière.

Le bombardement va durer près de deux heures et sera réalisé en deux phases. La première consistera à pilonner les installations depuis le pont Marcadet à Paris jusqu'à l'impasse Trezel à la Plaine. La seconde phase affectera la zone comprise entre l'impasse Trezel et le pont de Soissons.

Au total 641 morts furent recensés. Sur ce nombre, ont été dénombrés 218 habitants de la Plaine auxquels il faut ajouter 70 blessés graves qui ont été hospitalisés et 80 blessés légers.

Sur ces 218 décès, environ cent morts furent retirés des abris qui avaient été construits sous le terrain vague qui séparait alors l'impasse Marteau du boulevard des Maréchaux (pratiquement à l'emplacement actuel du Périphérique). Ce terrain fut véritablement défoncé, retourné, pulvérisé, avec un tel acharnement, par les bombardiers, ce qui fit dire à certains que les aviateurs avaient pu croire que des pièces de D.C.A. y avaient été installées par les Boches.

La consultation aux archives municipales de la liste des personnes décédées nous apprend que des familles entières, père,

mère et enfants, ont été victimes. On y relève huit familles de 4 personnes et une famille de 8 comprenant le père, la mère et leurs six enfants de 1 à 13 ans ! On constate aussi que 9 femmes tuées sont inconnues et que de nombreux débris humains, non identifiables, ont été dégagés des décombres.

Il faut signaler que, depuis que les bombardements étaient devenus pratiquement journaliers en région parisienne, la plupart des habitants préféraient se rendre dans les abris dès que les beuglements des sirènes leur annonçaient l'imminence d'une alerte. Ces abris avaient été aménagés dans les caves de certains immeubles par la pose de gros rondins de bois au plafond. En vérité, on y retrouvait moins de victimes que dans les logements ou dans les rues où, indépendamment des bombes, les éclats des obus allemands qui retombaient, pouvaient aussi s'avérer meurtriers.

Il convient de préciser que le bombardement du 21 avril 1944, compte tenu du nombre de bombes larguées, 2.000 en tout dont 750 à la Plaine, a, malgré le nombre important de victimes, relativement épargné les vies humaines. En effet, sur les 2000 bombes, seulement 200 points de chute ont été recensés en dehors des objectifs. Cela s'explique par le fait que ce bombardement a été effectué, en piqué, à basse altitude, par les aviateurs anglais et canadiens, contrairement aux bombardements réalisés par les forteresses volantes américaines qui larguaient leurs bombes depuis des altitudes variant entre 6.000 et 10.000 mètres. Par exemple,

LA CHAPELLE 20/21 avril 1944

Ce raid dont la cible était le chemin de fer au nord de Paris était le premier test important pour la nouvelle méthode de marquage du groupe 5, avec le groupe qui n'utilisait pas seulement le 617^{ème} escadron de reconnaissance à basse altitude mais les trois escadrons Pathfinder récemment transférés du groupe 8.

Quelques Mosquitos du groupe 8 étaient aussi utilisés pour le largage de repères afin de fournir une première indication de localisation de la cible pour la force principale de repérage du groupe 5. 247 Lancasters du groupe 5 et 22 Mosquitos des groupes 5 et 8 participèrent. 6 Lancasters furent perdus.

Le bombardement fut séparé en deux parties avec un intervalle d'une heure entre chaque, et chaque partie du dispositif avait pour cible une moitié des bâtiments (dépôts) de chaque côté de la voie ferrée. Il y eut quelques difficultés au début de l'attaque, avec les marquages des Mosquitos légèrement en retard et avec les communications entre les divers régulateurs d'avions, mais ces difficultés furent vite surmontées et les deux escadres de bombardiers purent effectuer un bombardement précis et concentré.

quelques semaines auparavant, en pleine journée, les Américains, ayant comme objectif le dépôt d'essence des Hydrocarbures de Saint-Denis, situé en bordure du canal en contrebas de la rue Francis de Pressenssé, ont pratiquement raté leur cible mais ont arrosé les immeubles voisins ; des bombes sont même tombées sur l'Hôpital de Saint-Denis (actuellement Casanova) et également sur le cimetière, relativement éloigné.

Le lecteur sera peut-être intéressé de découvrir ci-contre la traduction que nous avons faite d'un texte anglais émanant de l'Impérial War Museum de Londres et qui nous a été fourni par un habitant de la Plaine, Mr Labaune :

Indépendamment des morts et des blessés de cette nuit du 20 au 21 avril, les dégâts matériels et immobiliers ainsi que les sinistrés recensés à La Plaine, furent très importants.

D'après un rapport établi par le Cabinet du Maire de Saint-Denis, les dégâts immobiliers, en plus des dégâts causés aux voies de communications, aux chaussées, aux arbres, aux égouts, aux conduites d'eau, de gaz, d'électricité, de téléphone, etc...se décomposent ainsi :

Immeubles entièrement détruits	35
Immeubles endommagés	112
Immeubles légèrement atteints	123
Dont 45 établissements industriels et commerciaux et 11 établissements publics.	

Les immeubles à usage d'habitation entièrement détruits sont : le 13, impasse Marteau, les 76, 78, 166 et 226 avenue Wilson, le 20 rue du Bailly, les 53, 80 et 82 rue du Landy. Ainsi que deux hôtels, 182 et 199 avenue Wilson.

Les Etablissements industriels détruits sont : les Docks des Alcools, les Verreries de Saint-Denis, France-Transport, la Maison Clerc, la Société A.C.M.A.R., les Forges de Vulcain, les Parfums Violet, Nozal, Roette, Devaux, Bussonius, Roche, Simed et plusieurs bâtiments SNCF.

Le dénombrement des sinistrés est le suivant :

- > Sinistrés totaux : 352 chefs de famille, 654 personnes à charge
 - > Sinistrés partiels : 724 chefs de famille, 1186 personnes à charge
 - > Sinistrés réduits : 1.044 chefs de famille.
-

Un autre rapport, en date du 26 mai 1944,



VILLE DE  SAINT-DENIS

A LA POPULATION

La VILLE de SAINT-DENIS a payé son tribut aux bombardements anglo-américains.

Plus de deux cents morts, soixante-dix blessés graves, tel est le bilan pour le quartier de Saint-Denis ravagé, de la violente et cruelle attaque de Paris et de sa banlieue ordonnée par la volonté implacable de nos anciens alliés.

La Municipalité et le Conseil Municipal de St-Denis convient la population dans le deuil qui la frappe, à honorer ses morts et à se recueillir dans l'union autour des victimes innocentes de ceux qui s'acharnent sur la France meurtrie et désarmée, le

MARDI 25 AVRIL 1944 à 10 heures à la Basilique de Saint-Denis

Saint-Denis, le 23 Avril 1944

LES ADJOINTS.
LE CONSEIL MUNICIPAL.

Le Maire :
M. MARSCHALL.

Saint-Denis - Imp. Bruntz, 3 et 5, Place Jean-Jaurès

précise le fonctionnement des divers services d'aide et de secours qui ont été mis en place par la mairie :

> Accueil des sinistrés

Un poste sanitaire a été installé 153, avenue Wilson où les premiers soins d'urgence ont été donnés à la lueur de cierges venant de l'église voisine. Cinq postes avancés d'accueil ont fonctionné dans 4 cafés de l'Avenue Wilson, aux 59, 92, 186 et 250 ainsi qu'au 120. Un Centre Général d'Accueil a été ouvert au 5, boulevard Félix Faure à Saint-Denis, puis transféré

ensuite à l'école des filles du 120, où il a fonctionné jusqu'au 4 mai 1944.

> Service de l'Etat-Civil

a déployé de gros efforts pour confectionner les listes de DCD

> Service de la Morgue

installé rue Franciade à l'école maternelle (ou se trouve actuellement le service municipal d'Archéologie), il comportait :

a) un service des transports des cadavres et de la manipulation des cercueils comprenant 20 ouvriers. 2 équipes de 4 hommes allaient chercher les cadavres à

la Plaine. Les équipes restantes transportaient les victimes dans les classes en attendant l'identification par les familles. Cette formalité accomplie, les cercueils étaient transportés dans la chapelle ardente dressée à la Justice de Paix (angle rue de Paris et rue Franciade).

b) le personnel de mise en bière, constitué par les porteurs des Pompes Funèbres.

> Service d'Hébergement

un centre d'hébergement a été installé à l'école de filles de la rue Emile Connoy, où les classes, après avoir été vidées des tables et armoires, ont reçu le matériel de couchage, comprenant 200 couvertures et 30 paillasses, qui s'est avéré insuffisant ; 100 bottes de paille ont été apportées en catastrophe. A raison d'une vingtaine par classe, 167 personnes y ont été accueillies.

> Service Réfectoire

deux réfectoires ont été aménagés ; le premier, dit central, au 14, rue Ernest Renan, le second au 120.

Les locaux pour hébergement et réfectoires ont fonctionné du 21 avril au 4 mai 1944.

> Service Epaves

installé 15, rue Gisquet à Saint-Denis, pour recevoir les objets de valeur ou en argent, recueillis et déposés par les agents de police. Il a fonctionné jusqu'au 2 septembre, par obligation légale de conserver les épaves pendant 135 jours. A signaler

que de nombreuses réclamations de sinistrés laissent supposer que des objets, recueillis sur place par des gens qui se disaient, soit de la Croix Rouge, soit de la Défense Passive, n'ont pas été déposés au service des épaves.

Indépendamment des rapports cités ci-dessus, j'ai trouvé aux Archives Municipales, des copies de lettres adressées par le Maire à quelques personnes de la Plaine pour les remercier de leur comportement dévoué ; il s'agit notamment de Melle Odette Schwartz, infirmière major du poste de secours du 153, du Docteur Duvelloy, de Messieurs Quesne, dentiste et Rembert, garagiste. Une autre lettre aussi, adressée au Préfet de la Seine, pour attirer son attention sur le travail accompli dans des opérations de brancardage, sauvetage et déblaiement des victimes par deux étudiants dionysiens, membres de la défense passive : Jean Delhay, 116, avenue Wilson et Henri Mariller, 2, impasse Chevallier. Ces noms devraient rappeler des souvenirs aux anciens de la Plaine.

J'ai aussi trouvé une très grande affiche, réalisée par la Ville de Saint-Denis, placardée dans toute la commune, et appelant la population à une cérémonie funèbre à la Basilique de Saint-Denis, le 25 avril 1944, pour honorer les morts du bombardement. Une réduction de cette affiche, insérée dans cet article, permettra aux lecteurs, pour les plus jeunes, de constater, et pour les plus anciens, de se rappeler, combien la municipalité de l'époque était favorable aux occupants, n'hésitant pas à qualifier de violents et de cruels acharnés, nos futurs et proches libérateurs.

Avant de conclure cet article, je voudrais faire part de mon impression personnelle sur ce que j'ai vécu à l'occasion de ce très grave bombardement.

Je suis né et j'habitais à Saint-Denis dans le quartier de la Briche, à proximité du Théâtre municipal, plus précisément en face de l'usine Spiros, à l'emplacement de laquelle se trouve actuellement le collège Elsa Triolet.

Lors du bombardement de la Plaine, j'avais 12 ans 1/2 et, encore aujourd'hui, je me souviens fort bien du réveil brutal par les sirènes, de l'habillage sommaire et

rapide pour descendre dans la cave avec mes parents où nous retrouvions la plupart de nos voisins. De temps en temps, quelques hommes, dont mon père, remontaient de la cave pour, du pas de la porte de l'immeuble, scruter le ciel et supputer la situation. Je les suivais en catimini et j'étais à la fois effrayé par le vacarme des explosions mais aussi émerveillé par la clarté du ciel et le spectacle des balles traçantes tirées par les mitrailleuses allemandes.

Dans notre environnement, personne n'avait le téléphone, mais, dès le bombardement terminé et avant de regagner son lit, chacun savait que c'était La Chapelle et La Plaine qui avaient dérouillé.

J'allais à l'école du boulevard Félix Faure, près de la piscine et de la kommandantur car, depuis le début de l'occupation, l'école de mon quartier, celle du boulevard Jules Guesde, était réquisitionnée par les Allemands. Pour compenser le manque de locaux, les garçons avaient classe le matin et les filles l'après-midi.

Le 21 avril au matin, les conversations ne portaient que sur le bombardement de la nuit. C'est ainsi, qu'avec quelques copains, nous décidâmes de nous rendre à la Plaine dès le début de l'après-midi du même jour ; nous nous y rendîmes à pied. Pour moi, comme pour la plupart de mes copains de Saint-Denis, c'était la première fois de ma vie que j'allais à la Plaine ; je ne l'avais même jamais traversée en autobus car, de mon quartier, les rares déplacements sur Paris s'effectuaient, soit par le train depuis la gare de Saint-Denis, soit par le bus jusqu'à la porte de Clignancourt.

Arrivant à la Plaine par l'Avenue Wilson, depuis la Porte de Paris, déjà, avant de passer sous le pont de Soissons, nous constatons d'énormes dégâts. C'est un spectacle d'une intense et insoupçonnée désolation que nos yeux de gamins découvrent. Le pont ne semble pas avoir été coupé, il y a une brèche d'un côté, mais comme aucun train ne circule, on se sait pas quel est l'état des voies ferrées. Mais tout autour du pont, ce ne sont que gravats de toutes sortes (pavés, vitres, tuiles, rails, branches et troncs d'arbres) et de nom-

breux trous, de véritables entonnoirs, au fond desquels on aperçoit, parfois, des canalisations d'eau ou de gaz crevées ; à un moment on découvre sur une assez grande longueur, la chaussée complètement défoncée qui laisse apparaître un énorme égout maintenant à ciel ouvert. Ce spectacle est identique jusqu'à la porte de la Chapelle, avec de surcroît, la vision de ferrailles tordues et de murs écroulés de certaines usines ayant pris feu après le bombardement. Entre le pont de Soissons et la Barrière, les platanes de l'Avenue, tout au moins ceux qui n'ont pas été arrachés, ont, pour la plupart, perdu leurs jeunes feuilles et présentent un spectacle insolite et irréel car de nombreuses guenilles, chiffons, frusques sont accrochés à leurs branches. Quelque chose de surprenant aussi : à plusieurs endroits, nous avons vu, sur certains immeubles encore debout, au niveau du premier et même du second étage, d'énormes bordures de trottoir en granit lesquelles, par le souffle des bombes, avaient été projetées en l'air, avaient défoncé volets et fenêtres, certaines étant restées accrochées sur les barres d'appui. Le souvenir le plus vivace que je conserve est celui d'un immeuble de cinq ou six étages, situé à proximité immédiate du pont de Soissons, à l'angle de la rue du Bailly et de l'avenue Wilson ; une bombe en avait pratiquement découpé l'angle aigu qu'il formait, comme s'il s'était agit d'une tronçonneuse ou d'un fil à couper le beurre ; ainsi chaque niveau laissait voir les meubles qui garnissaient les différents logements, certains d'entre eux étaient en équilibre instable et ne demandaient qu'à descendre rejoindre le tas de gravats qui obstruait le rez de chaussée de l'immeuble.

Voici relaté un épisode particulièrement tragique et douloureux de l'histoire de la Plaine Saint-Denis laquelle, il faut s'en souvenir, n'a pas été épargnée au cours de la seconde guerre mondiale.

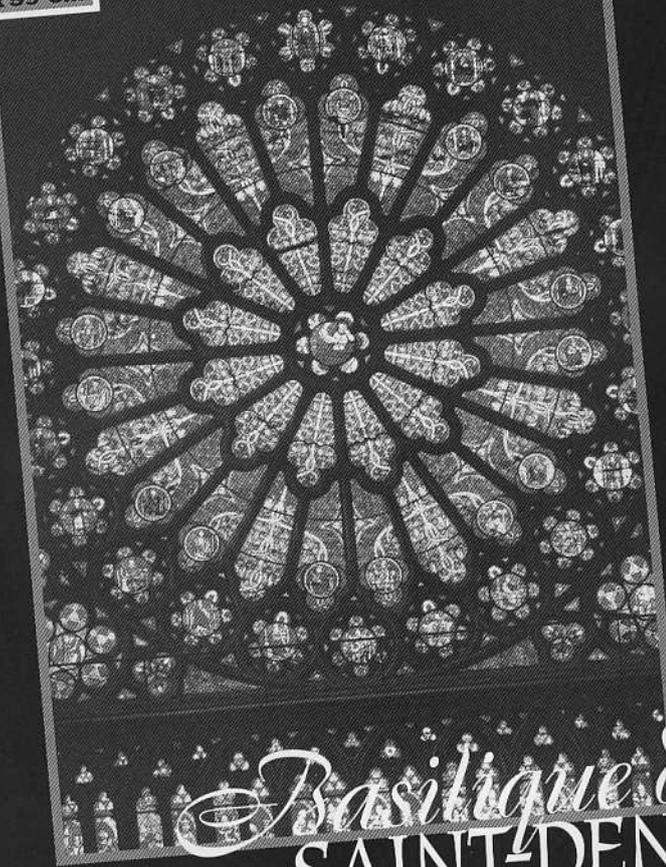
RAYMOND LE MOING

Une idée cadeau

Pour la première fois, la rosace nord de la
Basilique de Saint-Denis
en puzzle !

95F

PUZZLE
750
PIECES
Ft: 42x59 cm



Basilique de
SAINT-DENIS

psd



Coupon à retourner à PSD - 121, rue Gabriel-Péri 93200 SAINT-DENIS

(accompagné de votre règlement ou d'un bon de commande pour les administrations, d'un montant de 95 F l'unité
(+ participation aux frais de port de 30,00 F)

Nom : Prénom :

Etablissement :

Adresse :

Code postal : Ville :

Nombre d'exemplaires commandés :

Date : Signature :

La grande rafle du 18 septembre 1941

La perquisition du 18 septembre 1941 ne s'est pas uniquement déroulée dans le Cornillon appelé alors la "petite Espagne".

Elle s'est étendue également rue Langlier-Renaud et rue Fraizier, chose que l'on oublie assez facilement ou que l'on passe sous silence, ce qui, du reste, est très compréhensible, car cette présence des soldats allemands a eu des conséquences bien plus dramatiques dans le Cornillon (300 arrestations, des déportations et quelques condamnations à mort) que dans les 2 rues juxtaposées.

Cet article comprendra donc 2 parties :

1/ La perquisition de la rue Langlier-Renaud que j'ai personnellement vécue.

2/ La perquisition dans le Cornillon vécue par mon épouse, fille d'immigrés espagnols, résidant impasse Léon.

Le lecteur pourra prendre connaissance des témoignages recueillis par notre amie Natacha Lillo auprès de certaines personnes témoins de ce drame.

1, rue Langlier-Renaud

Voici les pages que j'ai écrites durant l'Occupation, venant compléter le cahier journalier de mon père :

J'aurai 15 ans dans deux jours ! Drôle d'anniversaire ! Beaucoup de "vert-de-gris" pour fêter ça ! On appelait ces soldats d'outre-Rhin, venus s'installer chez nous durant plus de quatre ans : Boches, Fritz, Frisous, Fridolins, doryphores, Chleuhs ou Verts-de-gris.

La perquisition dura de 5 heures du matin jusqu'à 14 heures : beaucoup de remue-ménage et de bruits dans la rue. Que se passe-t-il ? Mon père se lève, s'habille, allume la lumière de son atelier et ouvre la porte donnant sur la rue, emplie de Boches. L'un deux le rabroue et le bouscule. Mon père ne s'y attendant pas, chaussé de sabots ce qui ne facilitait pas la stabilité, trébuche et cogne la tête sur un tréteau. Les paroles de l'Allemand furent : "Raoust, interdit de sortir, fermez la lumière." Après avoir refermé rapidement la porte, puis la lumière, à tâtons, il rentre à la maison en disant : "Louise, je saigne, vite un pansement, n'ouvre pas la lumière, la rue est pleine d'Allemands." Ma mère est toute retournée.

Tout ce remue-ménage me réveille. L'année scolaire ne débutant qu'au 1er octobre, occasionnait des grasses matinées, impossible ce matin là. Je me lève, dans le noir, mes parents me recommandant de ne pas allumer, je fais ma toilette et m'habille dans l'obscurité. Le jour se lève. Vers 7 heures, 7 heure et demi, pensant que le Boche s'est assagi un peu, et chaussures aux pieds cette fois, stabilité assurée donc et prévenu, mon père entrouvre la porte sans conséquence fâcheuse. Ne pouvant partir pour rejoindre son usine, il allume la forge pour bricoler un peu.

Tous les ouvriers de chez Cazeneuve, venant de Saint-Denis ou d'ailleurs, sont bloqués sur l'avenue Wilson au bout de

notre rue. Vers les 8 heures, après avoir parlementé avec les officiers, ils se rendent tous, en rang, tel un défilé militaire, encadrés par des soldats, ce qui est très impressionnant, à l'entrée de leur usine, rue des Fruitières. Comme la température extérieure est fraîche, plusieurs Boches rentrent pour bénéficier d'un peu de chaleur.

Aucune personne ne pourra sortir de sa maison. Tous les appartements seront visités, du début à la fin de la rue. Placés dans son milieu, nous y avons droit vers 9 heures 30. Tout est retourné, lit défait, armoire vidée, etc. Du ménage en grand.

Mon père détenait un revolver Browning qu'il avait sur lui lors de la débâcle et de l'exode. Il le laissa en mairie de Saint-Michel-Chef-Chef, Loire-inférieure, le 19 juin 1940, exécution obligatoire imposée par les Allemands avec condamnation à mort dans le cadre d'un refus. Il lui restait encore des cartouches à La Plaine. Mais où étaient-elles ? Il ne s'en souvenait plus. Quelle angoisse ! Dès 6 heures du matin, il les recherche en vain. Et l'heure tourne, ce sera bientôt notre tour. La perquisition se déroule sans problème. Il faut dire que seules les pièces du pavillon furent visitées. L'atelier fut complètement délaissé, heureusement, car le lendemain mon père y retrouva les cartouches ! Elles avaient été mises, comme ça, un peu n'importe comment, dans un coin, sur l'extrémité d'un établi, recouvertes de chiffons, outils et bricoles quelconques. Certains Boches, parmi ceux qui étaient venus se chauffer et qui n'appartenaient pas au "Service de nettoyage", ont cassé la croûte sur l'établi tout près des objets défendus. Que serions-nous devenus si l'un d'eux, désirant plus de place pour y déposer son casse-croûte, avait farfouillé dans le coin ? Serais-je là aujourd'hui à vous narrer ces événements ?

Ce drame fut accompagné parfois d'événements particuliers, sérieux, graves,

mais aussi comiques. J'en citerais trois qui me sont restés en mémoire.

Première anecdote. Tout appartement devait être visité. La porte de l'un d'eux était bien évidemment fermée à clef. Sonnette et tambourinage ne faisaient aucun effet. Ayant remarqué notre atelier, un officier allemand, vint chercher mon père pour ouvrir cette porte. Le serrurier, pour accomplir ce travail, devait être muni d'une variété de clefs impressionnante et d'un rossignol (crochet spécial) et ces outillages ne pouvaient être obtenus et utilisés qu'avec une autorisation spéciale. Mon père, qui n'était pas serrurier, n'avait donc ni outillage, ni autorisation.

L'officier : " Nous avons besoin de vous pour ouvrir une porte condamnée.

Mon père : Je ne peux ouvrir cette porte, n'étant pas serrurier et n'ayant pas l'autorisation.

L'officier : Je vous donne l'autorisation.

Mon père : "Oui, mais même avec l'autorisation je ne peux pas car..."

L'officier lui coupe la parole et, d'un air menaçant : "Alors vous ne voulez pas".

Mon père s'inquiète et se demande comment convaincre cet individu incapable de faire le distinguo entre les verbes vouloir et pouvoir. "Bien sûr que si, j'accepte d'ouvrir cette porte, mais je ne suis pas en possession des clefs et du rossignol indispensables pour ce travail ; par contre, sur l'avenue, face à notre rue, se trouve un serrurier ayant tout le nécessaire."

L'officier engueule mon père fautif de ce temps perdu : "Accompagnez-moi chez cet homme. "

Mon père, encadré par deux soldats armés, fusil sur l'épaule, tel un prisonnier, conduisit l'officier chez le serrurier. Les voisins, gens de la rue qui le virent passer se sont bien demandés le pourquoi de la chose ; ils seront rassurés à son retour. Le serrurier, à la satisfaction de l'officier, ouvrit la porte sans problème ; il est vrai que les serrures, moins sophistiquées qu'aujourd'hui, se fracturaient plus facilement.

Deuxième anecdote. Le forgeron de chez Cazeneuve, Charlot, pratiquait l'haltérophilie dans sa jeunesse. Il avait conservé la barre et des disques. Lors de leur visite, les Allemands, ignares et interloqués, lui

demandent des explications sur ces objets bizarres. "Sport, dit-il, poids et haltères, avec bras, lever au-dessus de la tête, costaud, gros bras (il les montre en relevant ses manches), je vais vous faire une démonstration. " Il monte deux disques aux extrémités de la barre et s'exécute. Les Boches sont éberlués : "Ouille, ouille, monsieur, très fort." Ce devait être assez cocasse !

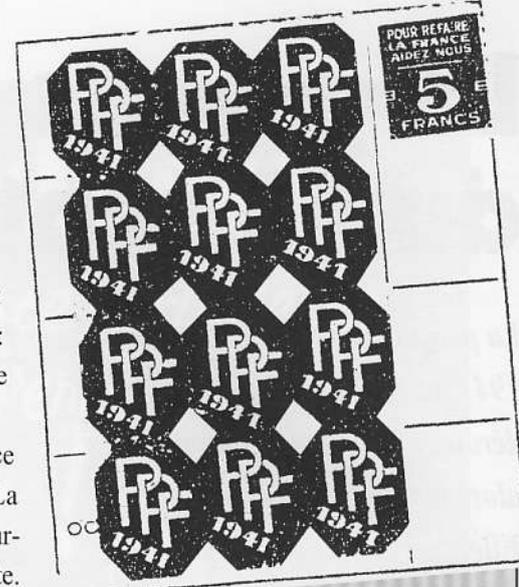
Dernière anecdote. Le copain d'enfance de mon père, Marcel Favre dit "La Combine" parce que pas ordinaire et surtout "baratineur" était au Parti communiste. Comment avait-il vécu le Pacte de non-agression, je ne sais pas, mais il vénérât Staline et la photo du "Petit père des Peuples" se trouvait sur le mur de sa salle à manger. L'avait-il enlevée au moment de l'attaque allemande ? Mystère... Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il ne l'avait pas détruite. À l'arrivée des boches, il aurait pu brûler cette photo compromettante. Pas question, il y tenait à son "pote Joseph" ! Comment le cacher ? Il posa la photo sur son crâne, sous sa casquette, en disant d'un air goguenard : "Pourvu que ces cons là ne me demandent pas de me découvrir !"

Avant d'aborder la deuxième partie, voici un détail donné par notre ami Émile Mardones, qui habitait alors impasse Chaudron : "Me rendant en autobus vers Saint-Denis, celui-ci a été arrêté par des soldats allemands. Je me suis aperçu que tout le quartier grouillait de "vert-de-gris" : la rue du Landy, sous le pont de Soissons et sur la gauche vers la rue Fraizier. Un Allemand est monté dans le bus, accompagné de deux collabos en civil, gabardine et chapeau gangstérisé ; nous avons dû montrer nos papiers pour que l'autobus puisse repartir. "

2 – Dans le Cornillon.

Pourquoi cette rafle monstre dans ce quartier espagnol ? Soixante ans après, sur les causes, les rescapés donnent des avis parfois différents. Comment être bref, précis et suffisamment explicite pour que le lecteur comprenne ? Quelques événements me reviennent à l'esprit.

• Le changement de politique au niveau de



Le P.P.F. depuis sa fondation a mis en garde le pays contre ses mauvais maîtres démocrates, communistes, marxistes, juifs, francs-maçons, qui l'ont conduit à la guerre et à la défaite.

Il n' a malheureusement pas été écouté.

Le P.P.F. continue son action et veut empêcher le pays de rouler dans un abîme plus profond. IL veut être l'auxiliaire du glorieux Maréchal PETAIN. Il veut organiser le Rassemblement National pour :

- le châtement des responsables
- l'exclusion des juifs et des francs-maçons
- la suppression des partis de l'étranger russe et anglais.
- l'abolition de la dictature des trusts,
- et la création d'un régime de collaboration et de justice sociale.

Dans l'ordre extérieur le P.P. F. désire voir notre pays collaborer à l'établissement de la nouvelle Europe.

Son mot d'ordre est : Refaire la France dans une Europe nouvelle.

la municipalité de Saint-Denis entre les mains du renégat Doriot, ex-dirigeant communiste et fondateur du Parti populaire français, le PPF (Carte ci-dessus).

- Les réunions du PC au 55, rue du Landy, dans le bistro de la mère Pétilion.
- La guerre d'Espagne qui atteint et touche toutes les familles espagnoles, avec engagement de certains hommes dans les Brigades internationales.
- La participation allemande, notamment le bombardement de Guernica en 1937.
- La défaite républicaine et le gouvernement fasciste de Franco.
- Le Pacte de non-agression germano-soviétique du 23 août 1939 qui, s'il perturbait un nombre de militants du PC, ne freina pas l'engagement des communistes espagnols

entrant en Résistance dès juillet 1940.

- L'opération Barbarossa, agression allemande contre l'URSS, du 21 juin 1941.
- Le 14 juillet 1941, participation des jeunes Espagnols à une manifestation à Paris, entre Strasbourg-St-Denis et la République.
- Le 21 août 1941, le résistant communiste, futur colonel Fabien, abat à Barbès un officier allemand : otages fusillés.

Quand je dis que les jeunes Espagnols du Cornillon se sont engagés dès juillet 1940, il faut rappeler que l'engagement dans la Résistance fut étalé. Voici quelques dates :

Invasion de la Russie en juin 1941 ; débarquement allié en Afrique du Nord suivi de l'occupation de tout le territoire français en novembre 1942 ; création du STO et recul allemand en Russie dès 1943 ; débarquement en Sicile de juillet 1943 ; débarquement en Normandie de juin 1944.

À la Plaine St-Denis, dans le cadre des Jeunesses communistes (JC) et des Jeunes filles de France (JFF), ce furent surtout des Espagnols qui agirent contre les troupes d'Occupation. Dans son livre Les Bataillons de la jeunesse, Albert Ouzoulias précise : " À la Plaine, dès juillet 1940, sous la direction de Brazzini, un groupe très actif des Jeunesses communistes se constitue. Ils sont une vingtaine dans le Cercle de la Plaine qui, dès 1940, vont organiser la Résistance. "

Si les Espagnols sont majoritaires à la Plaine, Ouzoulias mentionne également de jeunes Français : Roger Ferec, Robert Toupin, Émile Chrétien et Jean Simon. Natacha Lillo y rajoute Marcel Beausoleil.

Voici quelques repères pouvant éclairer le lecteur.

Dans nos échanges avec nos camarades d'école espagnols, nous avons appris les arrestations, suite à l'affreuse journée du 18 septembre 1941. Le mot "dénonciation" revenait souvent. Certains nous informèrent que les Allemands pénétraient dans les logements une liste de noms à la main. S'agissait-il de documents récupérés dans les fichiers de la mairie PPF ?

Quelques années plus tard, en 1945, alors que je fréquentais Célestine Tores, fille d'immigrés espagnols habitant impas-

se Léon, nous parlions de cette rafle. Ma fiancée avait sept frères et sœurs, âgés, en 1941, de 4 ans pour le benjamin à 17 ans pour l'aînée. Quelle pénible ambiance ! Les plus jeunes pleuraient, apeurés. Le moment le plus dramatique fut l'arrestation du papa, qui fit partie des 300 hommes espagnols emprisonnés au Fort-de-l'Est. Tous se demandaient où l'emmenait-on et pour combien de temps.

Je laisse maintenant la parole à Natacha Lillo :

" Cette rafle, qui eut pour cadre le quartier de la "petite Espagne" a laissé des traces vivaces dans toutes les mémoires et a été évoquée à diverses reprises devant nous par des témoins directs. Le témoignage le plus détaillé est celui de Mme Carmen M., dont la famille vivait alors au 6, de l'impasse Boise.

"*Je me souviens très bien de la grande rafle allemande dans le quartier, en 1941. Un camion de militaires allemands s'est arrêté en face d'un café, rue du Landy, et les militaires se sont répartis dans toutes les impasses. Mon père et mon frère, Fidel, étaient partis à 5h30 du matin du pont de Soissons car ils allaient travailler à Creil. J'étais seule à la maison avec ma mère, ma sœur et mon grand-père paralysé. La première maison dans laquelle les Allemands sont entrés, c'est la nôtre. Un grand officier allemand avec des galons et un long manteau est entré dans la pièce où je dormais avec mon grand-père et a brandi une lampe torche. Je lui ai demandé : "Qu'est-ce que vous venez faire ici ?" Il cherchait à allumer la lumière mais nous n'avions pas l'électricité dans cette pièce. Il faisait semblant de ne pas comprendre le français. Il a montré mon grand-père allongé sur le lit et j'ai dit "paralysé". J'ai alors appelé ma mère, qui a ouvert la porte et est tombée nez à nez avec un Allemand armé d'un fusil. Ma mère a dû se mettre en corset devant l'officier allemand. Ils voulaient embarquer juste ma mère, mais avec ma sœur, on l'a accompagnée. Ils regroupaient tout le monde dans le café de la rue du Landy. Quand nous y sommes arrivées, ils ont dit*



qu'ils ne voulaient pas des femmes et un militaire allemand nous a raccompagnées impasse Boise.

Ce jour-là, comme tous les autres habitants des passages, je n'ai pas pu aller travailler, c'était impossible de sortir du quartier, qui était totalement bouclé. J'ai dû leur demander l'autorisation d'aller chercher de l'eau à la fontaine, rue de la Justice, juste à côté de l'impasse du Chef-de-la-Ville. Il y avait des militaires allemands postés partout. Ils ont fouillé toute la rue de la Justice et tous les passages ; quand les gens ne faisaient pas assez vite, ils mettaient en l'air les armoires. Ils ont arrêté tous les hommes et les ont gardés trois jours au Fort-de-l'Est. "

Ce récit confirme celui de M^{me} Martinez Koulikoff, à quelques détails près :

" À partir de 4 heures du matin, l'armée allemande s'est déployée dans les différents passages habités par les Espagnols, entre les rues de la Justice et du Landy. Il y avait un soldat armé, baïonnette au canon et grenade dans le ceinturon, devant chaque cour et une mitrailleuse en batterie au coin de chaque rue. Ils ont rasé environ 300 hommes et les ont emmenés au Fort-de-l'Est pour interrogatoire. Personne n'a pu sortir du quartier ce jour-là. Les Allemands disaient : "Spanier alle rot"

En revanche, les témoignages divergent quant aux causes de la rafle. En l'absence de toute source écrite sur le sujet, force nous est de donner la parole aux différents

témoins interviewés. Voici la version de Mme Carmen M. :

“ Ils sont venus pour arrêter les jeunes Espagnols militants des Jeunesses de France, des communistes ; c'étaient des jeunes d'une vingtaine d'années, comme moi. Après le début de l'Occupation, ils avaient repris leurs activités et les Allemands n'ont eu aucun mal à mettre la main sur leur liste. ”

On retrouve cette évocation de la “ liste ” qui aurait permis d'arrêter l'ensemble du groupe des résistants de la Plaine dans le témoignage de Mme Marie Fernandez Triviaux :

“ Les Allemands ont descendu la rue du Landy et toutes les impasses. Ils étaient bien informés et avaient une bonne liste en main. On suppose que la liste a été fournie par un milicien qui s'était glissé parmi notre groupe parce que, pour nous connaître comme ça... Il y avait un traître parmi nous. Qui ? Nous ne l'avons jamais su. ”

M. Marcel M., lui aussi, évoque l'existence de ce traître :

“ Un jour Toupin est allé voir mon beau-frère, Adolfo [Marcos], et lui a présenté un type qui disait être un ancien des Brigades internationales ; en fait, il avait bien combattu en Espagne... mais du côté des franquistes. C'est lui qui nous a donnés aux Allemands et qui a déclenché la rafle. ”

Or, d'après Mme Martinez Koulikoff,

seuls les jumeaux Fernandez furent arrêtés le jour même de la rafle et la “trahison” se serait produite ensuite, durant la détention de nombreux hommes du quartier des passages au Fort-de-l'Est :

“La rafle a eu lieu à la suite de la découverte d'une cache d'armes impasse Boise par des enfants qui sont allés raconter leur trouvaille aux phalangistes qui dirigeaient alors le Patronato. En fait, il s'agissait d'armes planquées là à l'époque de la guerre civile par des anarchistes. Nous, on ignorait jusqu'à leur existence. Elles nous auraient été bien utiles, si on avait su...”

Pendant la rafle elle-même, peu de gens ont été arrêtés, sauf Lucas et Pierrot Fernandez, des jumeaux qui travaillaient chez Mouton et appartenaient aux JC. Mais au Fort-de-l'Est des gens ont parlé, ce qui a entraîné plusieurs arrestations dans les semaines suivantes.

J'ai été arrêtée l'une des premières, le 27 septembre, le même jour que les camarades Benito Rivero et Vicente Riancho. Il y avait eu des réunions de la MOI chez nous et un Espagnol en a parlé... La Gestapo est venue me chercher à la maison un dimanche à 7 heures du matin. Tous les trois, nous avons été interrogés une première fois dans un hôtel de la rue Saint-Dominique, à Paris, puis transférés à la Santé.

Je sais que quelqu'un nous a donnés à la suite de la rafle. Je suis sûre aujourd'hui de connaître son nom mais je préfère ne pas remuer ces vieilles histoires. Quand j'étais à la Santé, je me souviens que quelqu'un m'a regardée à travers un mouchard et a murmuré “C'est bien elle”. Vous savez, la guerre c'est pas beau. ”

À l'appui de sa thèse de la dénonciation par un Espagnol du quartier, elle nous a signalé que dans les tout premiers temps, à la Santé, ses “interlocuteurs” croyaient que son nom de famille était non pas Martinez mais “Glacera”, le surnom familial donné à sa famille.

M. Marcel M., quant à lui, nous a affirmé n'avoir jamais entendu parler d'une quelconque cache d'armes découverte par des enfants et s'en tient à la version du traître introduit dans le groupe, évoquée précédemment. Il

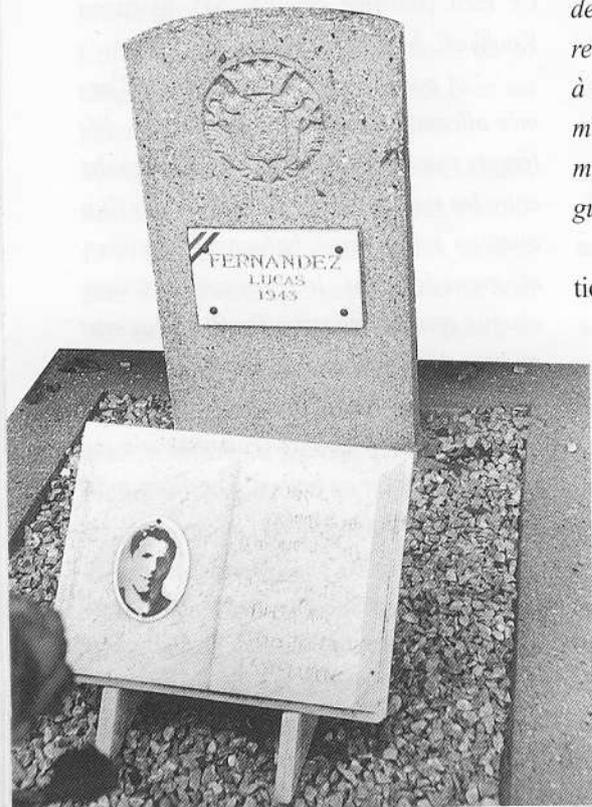
appuie ses dires sur le fait que, dès le 18 septembre, les Allemands auraient été en possession d'une liste de suspects, portant, entre autres, le nom de son beau-frère, Adolfo Marcos :

“La veille de la rafle du 18 septembre, ma sœur a eu comme une prémonition et a brûlé tous les papiers compromettants (tracts, preuves de la participation d'Adolfo à la guerre d'Espagne...), elle a juste gardé sa carte du Parti, cachée sous le matelas de la petite. Le jour de la rafle, les Allemands se sont directement présentés chez Adolfo et Maria, mais il était déjà parti pour Creil ; ils ont alors raflé les quatre Marcos différents du quartier. Dès son arrivée à Creil, Adolfo a été dénoncé par un chef de chantier “bien français” et emmené à la Kommandantur à Senlis.”

Soixante ans après les faits, à la lecture de ces différentes versions des protagonistes sur les causes de la rafle, il nous semble effectivement probable qu'une action d'une telle ampleur a été motivée par une trahison préalable, ce qui n'empêche pas que des hommes arrêtés aient pu “parler” à leur tour durant leur garde à vue au Fort-de-l'Est. Quant à l'éventuelle implication du Patronato, hormis le témoignage de Mme Martinez Koulikoff, rien ne permet de l'attester – cette version des faits découle peut-être du fort ressentiment des familles des familles républicaine à l'encontre de cette structure. L'évocation de cette affaire, qui causa des drames au sein de plusieurs familles de la “petite Espagne”, reste encore très sensible aujourd'hui, soupçons et rancœurs s'étant accumulés au fil des années.

De la fin septembre à la fin novembre, les arrestations se poursuivirent, généralement effectuées par la police française, telle celle de M. Marcel M. :

“Lors de la rafle, je n'ai pas été inquiétée. Les jours suivants, les Allemands sont allés demander des renseignements à ma voisine et au garage où je travaillais. J'ai refusé de me cacher car j'avais peur qu'ils embarquent ma mère, ma sœur et la gosse [fille de sa sœur et d'Adolfo Marcos] s'ils ne me trouvaient pas. J'ai finalement été arrêtée le 27 novembre 1941 : deux inspecteurs français sont venus me chercher à



la maison ; heureusement, ils n'ont rien trouvé lors de leur perquisition. Quand ils m'ont dit d'emporter une couverture, j'ai su que cela allait durer un moment... J'avais 19 ans, j'ai "fêté" mes 20 ans à la Santé."

Merci à Natacha pour ce travail important qui nous donne tant de détails. Merci aux témoins qui ont eu la gentillesse de répondre à ses questions.

En conclusion, voici la liste des treize victimes d'origine espagnole de cette rafle, établie par Natacha Lillo. Il s'agissait en majorité de jeunes gens, onze hommes et deux femmes, arrêtés, déportés et, pour trois d'entre eux, condamnés à mort. Trois personnes seulement furent arrêtées le jour de la perquisition : les jumeaux Pierre et Lucas Fernandez et Adolfo Marcos. Les dix autres arrestations furent opérées de fin septembre à fin novembre 1941.

18 septembre 1941

FERNANDEZ RUIZ Lucas. Né en 1923 à la Plaine, il habitait 55, rue du Landy. Membre des JC et résistant, il appartenait à la direction des JC de la Plaine avec le Français Roger Ferec. Il fut interné à la Santé puis déporté au camp d'Hinzert. Condamné à mort le 28 janvier 1943, il fut guillotiné à Cologne le 11 août 1943. Sa tombe se trouve dans le carré des fusillés du cimetière de Saint-Denis.

FERNANDEZ RUIZ Pierre. Né en 1923 à la Plaine, il habitait 55, rue du Landy. Membre des JC et résistant. Interné à la Santé puis déporté à Hinzert, après être passé par divers prisons et camps allemands, il fut interné à Buchenwald. Il en revint, très affaibli, en mai 1945.

MARCOS Adolfo. Né en 1913 dans la province de Salamanque, il habitait 10, passage Dupont. Membre du PCF, il participa aux Brigades internationales pendant la guerre civile espagnole. Il dirigeait le groupe de résistance de la Plaine. Il fut arrêté à Creil sur son lieu de travail. Après la Kommandantur de Senlis, ce fut la Santé puis la déportation à Hinzert. Condamné à mort le 28 janvier 1943, il fut guillotiné à Cologne le 11 août 1943. Sa tombe se trouve dans le carré des fusillés du cimetière de Saint-Denis.

Fin septembre 1941

GRANJA Zoilo. Né en 1921 à Saint-Ouen, il habitait impasse Léon. Son père avait été tué

durant la guerre d'Espagne. Membre des JC et résistant. Après la Santé, il fut déporté à camp d'Hinzert, puis à Grossrosen et Dachau où il contracta le typhus. Il est rentré en France en juin 1945.

BAENA Cecilio. Né en 1919 dans la province de Caceres, il habitait 20, passage des Gauguères. Résistant et membre des JC, il fut interné à la Santé puis déporté à Hinzert. Condamné à mort le 28 janvier 1943, il fut guillotiné à Cologne le 11 août 1943. Sa tombe se trouve dans le carré des fusillés du cimetière de Saint-Denis.

28 septembre 1941

MARTINEZ Angèle, épouse KOULIKOFF. Née en 1919 à la Plaine, elle habitait 1, impasse Boise. Membre des Jeunes filles de France depuis 1936, ce fut une militante active de la solidarité avec l'Espagne républicaine puis de la Résistance à la Plaine. Après son arrestation, elle fut transférée à la Santé puis dans les prisons allemandes de Prüm, Breslau et Cologne, où elle participa à diverses actions de résistance et de sabotage. Elle fut ensuite déportée dans les camps de Ravensbrück et de Mauthausen, où elle ne survécut à la tuberculose que grâce à la solidarité de camarades espagnols du camp. Rapatriée en France en 1945, elle habite toujours Saint-Denis.

RIVERO Benito. Né en 1902 dans les Asturies, il habitait 13, impasse du Chef-de-la-Ville. Cadre du PCF, il partit se battre dans les Brigades internationales où il fut commissaire politique. Arrêté par la Gestapo, il fut emprisonné à la Santé puis déporté à Hinzert et à Grossrosen, camp où il mourut en mars 1945.

RIANCHO Vincent. Né en 1893 dans la province de Burgos, c'était le plus âgé des résistants espagnols déportés de la Plaine. Il habitait 5 rue de la Prairie. Membre du PCF et résistant. Il fut emprisonné à la Santé puis déporté à Hinzert et à Grossrosen, camp où il trouva la mort en décembre 1944.

4 octobre 1941

RUBIANO Maria Leonor, dite Léone. Née en 1920, elle habitait 32, rue de la Justice. Membre des Jeunes filles de France depuis 1936, ce fut une militante active de la solidarité avec l'Espagne républicaine puis de la Résistance à la Plaine. Après son arrestation, elle fut transférée à la Santé puis dans les prisons allemandes de Prüm, Breslau et Cologne où elle participa à diverses actions de résistan-

ce et de sabotage. Elle fut ensuite déportée à Ravensbrück, où elle décéda de la tuberculose en février 1945.

FERNANDEZ RUIZ Marcel. Né en 1915 à Paris, il habitait 55, rue du Landy. Frère aîné des jumeaux cités en début de liste. Il alla combattre en Espagne durant la guerre civile. A son retour en France, il entra au PCF et prit à des actions de Résistance. Après un séjour à la Santé, il fut déporté à Hinzert, Wittlich et Dora. Il revint très affaibli de déportation en mai 1945. Il est décédé en 1992.

Novembre 1941

FEBRER Raymond. Né en 1924 à Aubervilliers, il habitait 13, impasse du Chef-de-la-Ville. Membre des JC de la Plaine et résistant. Il fut emprisonné à la Santé, puis déporté à Hinzert et à Dora, il revint de déportation en 1945.

TORRES Manuel. Né en 1923. Membre des JC de la Plaine, et résistant il fut arrêté une première fois à l'occasion de la manifestation du 14 juillet 1941, puis relâché. Après la Santé, il fut déporté à Hinzert, Grossrosen et Dachau. Il entra en France en juin 1945.

27 novembre 1941

MARTIN Marcel. Né en 1922 à la Plaine, il habitait 10, passage Dupont. Trésorier des JC de la Plaine et résistant. Après son arrestation, il connut lui aussi la Santé puis fut déporté dans les camps d'Hinzert, Grossrosen et Dachau. Il entra en France en juin 1945 et habite aujourd'hui à Chelles.

On ne peut passer sous silence le sacrifice d'un quatorzième Espagnol, qui échappa à la rafle du 18 septembre 1941 car il venait de quitter la Plaine et d'entrer dans la clandestinité.

SACRISTAN GUERRO Benito. Né en 1921 dans la province de Caceres, il habitait 10, impasse du Chef-de-la-Ville. Secrétaire des JC de Paris-Nord, il participa activement à la solidarité avec l'Espagne républicaine durant la guerre civile. Membre d'un des premiers bataillons de la jeunesse, il fut arrêté par la Gestapo le 19 juin 1942 à Paris. Après avoir subi de nombreuses tortures, il fut fusillé au Mont Valérien le 11 août 1942. Sa tombe se trouve dans le carré des fusillés du cimetière de Saint-Denis.

La JOC de la Plaine sous l'occupation

Le Bulletin n°6 d'octobre 2000 présentait un article du Père Joseph Debes sur la JOC dans les années 30. L'article se terminait par le déclenchement de la guerre 1939-1945. Une suite était proposée aux lecteurs, la voici :

Notre défaite devant l'envahisseur allemand, en juin 1940 est suivie d'événements dramatiques. La France se trouve déchirée et découpée en 4 zones :

- L'Alsace-Lorraine annexée
- La zone interdite
- La zone occupée
- La zone libre

(jusqu'en novembre 1942)

C'est le débarquement des troupes alliées en Afrique du Nord qui engendra l'occupation totale de la France. De juillet 1940 en novembre 1942, en zone libre, la JOC vit au grand jour. Alors qu'en région parisienne, ainsi que dans tous les territoires occupés, les Jocistes vivent clandestinement, toutes les réunions ou rencontres de plusieurs personnes étant interdites. Nous nous réunissons tout de même dans les lieux privés : patros, communautés religieuses, séminaires, etc.

Notre sympathique hôte, M. Bottelier, ne peut plus nous accueillir dans son bistro pour la tenue de nos assemblées générales. Nous nous replions donc sur le patro, au 139 de l'avenue, avec une plus faible participation, et ceci pour deux raisons. D'abord parce que cette rencontre se déroule "chez les curés". Enfin et surtout suite à la position prise par une grande majorité d'Archevêques et d'Évêques favorables à Pétain et à sa politique vichysoise. Heureusement, quelque temps après certains membres éminents de la hiérarchie prendront des positions plus logiques,

abandonnant cette complicité néfaste.

Le 15^{ème} anniversaire

Juin 1942 est une date importante pour notre mouvement. La JOC à 15 ans.

En zone non occupée, ne connaissant pas encore d'invasion allemande, la célébration du 15^{ème} anniversaire se déroule sans problème, sans interdiction. Ce sont 250.000 à 300.000 jeunes, filles et garçons qui se réunissent dans plusieurs grandes villes, notamment : Lyon et Toulouse. Les Jocistes de la Région parisienne étaient tout de même désireux de célébrer dignement cet anniversaire, surtout les plus jeunes qui n'avaient pas connu la cérémonie des "10 ans" au Parc des Princes en 1937, tant de fois contée par leurs frères aînés.

Tout en nous recommandant la prudence, nos dirigeants acceptèrent le principe de meetings locaux dans des lieux privés : patros, séminaires, etc. Pour notre fédération Paris-Nord-Est, ce rassemblement eut lieu à Bobigny, grâce à un terrain paroissial clos et vaste.

J'avais 16 ans. Nous nous sommes rendus à bicyclette, par peloton squelettique de 2 ou 3. La messe du matin est dite par notre aumônier fédéral l'abbé Laugeois. C'est lui qui avait déjà, 5 ans plus tôt, au Parc-des-Princes, célébré le Saint office.

Puis ce fut, après le casse-croûte, plus que réduit et léger, à cette époque de restrictions, le meeting, où notre dirigeant Fernand Hennebicq prit la parole. Nous étions tous emballés au sortir de cette rencontre clandestine et nous repartions, gonflés à bloc, dans nos quartiers et nos milieux de vie : usines ou bureaux, pour y porter la bonne parole du Christ Ouvrier.



Les Jocistes après la libération

Année 1943

Parmi les militants de notre section, quatre de nos aînés nous ont quittés, parce que mariés : Jean Forestier et Jean Lefèvre, André Malaizieux et André Millot. La relève fut assurée, largement par l'arrivée de : Roger Lebrec, Jean Bertrand, Lucien Lépinard, Roger Doulat, Albert Bayard, Jean Béchet, Charles Peretto, et les jeunes frères des deux "partants" : Christian Malaizieux et Georges Millot.

L'année 1943 fut surtout marqué par le STO, Service du Travail Obligatoire. Deux de nos militants en furent les victimes : Roger Fortin et Charles Peretto.

Notre aumônier National, l'abbé Guérin, fondateur de notre mouvement à Clichy en 1927, fut arrêté par la Gestapo et transféré à la prison de Fresnes. Il sera libéré quelques semaines plus tard.

L'année 1944

En Janvier un autre aumônier nous quitte, mais pour toujours cette fois, l'abbé Godin, aumônier fédéral de Paris-Nord. C'est lui qui avait contacté l'abbé Péronne en 1936-37 pour démarrer la JOC à la Plaine Saint-Denis.

Coup terrible pour tous les militants de la banlieue Nord. Ce fut une "figure" dans le cadre du "Père spirituel" de l'Action Catholique dans le milieu ouvrier.

Les Jocistes de la Plaine prirent une part

importante dans l'aide aux sinistrés du bombardement du 21 avril. Accompagnés de l'abbé Idoux, sans repos, sans sommeil, ils se donnèrent sans compter.

Après le 6 juin 1944, jour du débarquement en Normandie, à 3 ou 4 de la JOC, nous parlons d'un engagement dans la Résistance. Mes parents avaient hébergé deux Résistants chez nous, j'étais donc sensibilisé par l'Action clandestine. Le premier est le Commandant Fromonot responsable FFI du département de l'Oise, recherché par la Gestapo. Le Second est mon cousin Henri Bouquerod, lieutenant du SOE (Spécial Opérations Exécutives) Réseau créé par Winston Churchill pour mettre l'Europe à Feu et à sang.

Mon père était au courant que le Paroissien Mr Valade, cordonnier au 73 rue du Landy, était responsable des FFI, représentant le lieutenant Orero pour la Plaine, lui-même sous les ordres du Commandant Bulliard.

Nous sommes trois Jocistes : Laurent Arrachard, Roger Lebrec et moi-même à proposer à M. Valade notre participation aux futurs combats de libération. Son commerce de réparations de chaussures permettait un va-et-vient d'engagés clandestins sans attirer les soupçons des voisins. Le 25 Août 1944, boulevard Marcel Sembat le canon allemand tue le "Plainard" Sylvestre, blesse le lieutenant Orero et moi-même. Les deux autres Jocistes continuèrent avec l'équipe Valade et les Dionysiens résistants, les combats de libération.

Nous sommes tous deux hospitalisés à l'hôpital Casanova de Saint-Denis. Cloués

au lit, nous ne connaissons donc pas ni les moments de liesse de la libération de notre cité ni le grand rassemblement des Dionysiens devant la Mairie, ni le défilé de la Victoire aux Champs-Élysées à Paris.

Le 17 Septembre 1944 quelques jours après la fin des combats en Région Parisienne, nos dirigeants n'ont pas perdu de temps pour qu'un meeting de jeunes travailleurs se tienne à Paris libéré. L'endroit désigné sera la rue des Meuniers dans le XII^e arrondissement.

Venant de toute la banlieue : du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, les Jocistes filles et garçons parcourent ces trajets à pieds, telle une immense toile d'araignée, les transports n'étant pas définitivement rétablis. Les jeunes Plainards, adhérents et sympathisants, attendent les Dionysiens du centre ville devant l'église de la Plaine, lieu de ralliement. Le cortège une fois formé, s'ébranle, fanions et drapeaux déployés. Les chants qui se sont tus durant 4 ans accompagnent les marcheurs avec "Debout l'appel du Christ résonne" et "Jeunesse debout".

Au fur et à mesure de la traversée de Paris, le défilé s'allonge par la présence des jeunes du quartier des rues empruntées.

Les JOCF de la Plaine avaient bénéficié

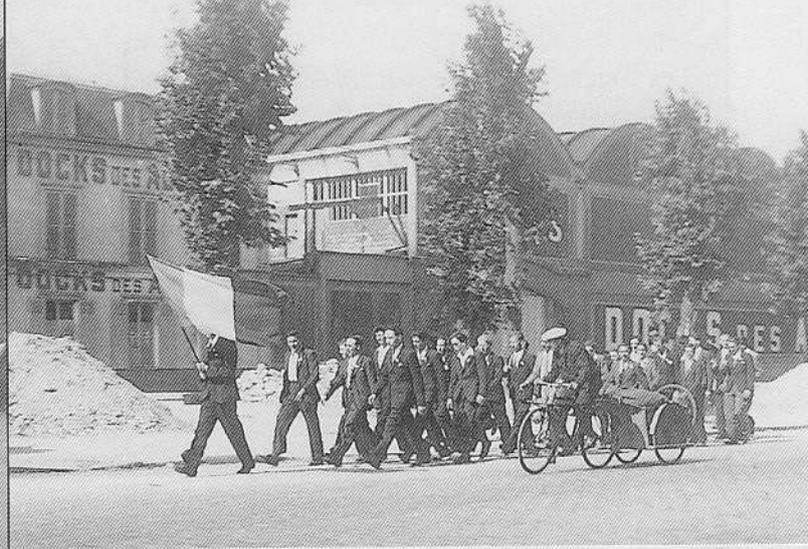


d'un transport en voiture à cheval grâce à la gentillesse d'un transporteur très aimable M. Libéssard de la rue du Landy. Sortant de l'hôpital depuis peu et ne pouvant me rendre jusque dans le XII^{ème} arrondissement, à pied, et tenant à participer à cette grande première, j'ai pu, à ma grande joie, profiter de ce moyen de locomotion aller-retour. Combien étions-nous présents rue des Meuniers ? Près de 10.000 je pense. Tous emballés, enthousiastes, applaudissant à tout rompre les discours de Georges Montaron, Pierre Lacalmette et André Villette et pour les JOCF : Emilie Fasquel.

Cela nous fit chaud au cœur mais comment, dans cette réjouissance collective, ne pas repenser à tous ces absents : les morts, les déportés, les prisonniers et également tous ceux qui continuèrent le combat et pour combien de temps encore ?

ABEL TISSOT

En route pour le meeting !



Les femmes dans la Résistance

LA VOIX DES FEMMES
AVRIL 1943 N° 1
DE
SAINT-DENIS

ORGANE DES COMITES POPULAIRES FEMININS DE LA REGION " N. O. R. D. "

Le rôle des femmes durant la seconde guerre mondiale fut tout à fait déterminant.

La hauteur et la nature de leur participation contre l'occupant varient bien sûr suivant les personnes et suivant les lieux. Mais pour la première fois, les femmes vont connaître un véritable engagement dans la vie de la nation.

Elles sont, dans la résistance, de plein pied avec les hommes.

La Voix des femmes, journal des Comités populaires féminins, distribuée clandestinement sur Saint-Denis en avril 1943, illustre un des aspects de l'implication féminine dans la lutte contre l'occupation allemande.

Les Comités populaires sont des petites structures qui mènent une activité de terrain notamment dans le domaine de la propagande. Il s'agit de redonner un esprit combatif aux ouvriers et à la population en mobilisant autour des problèmes de l'heure : le chômage, le sort des prisonniers de guerre, le ravitaillement. Dans ce contexte, la reven-

dication féminine trouve un créneau particulier. La Voix des femmes détaille en six petits articles les thèmes et les faits susceptibles de retenir l'attention des femmes et de mobiliser leur colère de mère : l'alimentation, le chauffage, les salaires dans les usines, le départ des enfants en Allemagne " Mamans, empêchez vos enfants de se faire inscrire pour le bague hitlérien. C'est pour eux une mort certaine. Lutte pour les empêcher de partir, si vous voulez les garder auprès de vous ".

La presse clandestine féminine a une action réelle : elle s'inscrit à part entière dans la lutte contre l'occupant et ses alliés. Plusieurs titres paraissent dans la banlieue nord : L'Etoile féminine à Romainville, La voix des femmes à Saint-Ouen.

Mais l'engagement des femmes dépassent largement la sensibilisation autour du sentiment maternel et des problèmes de vie quotidienne. Les femmes sont partout, car traditionnellement confinées au foyer, personne ne se méfie

d'elles. Elles sont souvent agents de liaison, toujours en déplacement, avec un seul objectif, passer inaperçues. Leur courage, leur détermination et leur inventivité dans la lutte contre l'occupant leur ménagent une place incontournable dans l'histoire de la Résistance.

Leur action sera reconnue. Au sortir de la guerre, elles obtiennent enfin le droit de voter. Le 24 mars 1944, par 51 voix contre 16, l'Assemblée consultative provisoire leur accorde le droit de devenir citoyennes.

Dans la France du XXe siècle, les femmes auront dû, pour exister totalement, faire la démonstration de leur responsabilité et de leurs qualités d'audace et d'initiative. Au moment de la Libération, le regard sur les femmes a changé et même si le chemin sur la voie de l'émancipation n'est pas terminé, un grand pas a été franchi.

FRÉDÉRIQUE JACQUET

Nous reprenons la suite du récit de Monsieur Le Digarcher dont la première partie a été publiée dans notre bulletin n° 6 d'octobre 2000 sous le titre "les pérégrinations d'un paysan breton immigré à Saint-Denis après la grande guerre ".Nous intitulerons cette seconde partie :

Les activités de M. Le Digarcher pendant la guerre 1939 - 1945.

MUNICH

A Munich, il y avait les 4 puissants de l'Europe de l'Ouest, Daladier, Chamberlain, Hitler et Mussolini. Ils ont capitulé devant le fascisme et pendant quelques jours on prétendait avoir sauvé la paix. Et c'est la chasse aux communistes (qui d'après certains voulaient la guerre, pas moins). Cette chasse aux patriotes ne devait prendre fin qu'à la Libération. Munich était une prime à l'agression dirigée contre l'URSS, que le monde capitaliste voulait détruire.

J'étais traqué comme tous mes camarades, car au début nous étions seuls contre Munich, mais bien vite beaucoup ont compris que c'était une fausse paix.

Avoir eu raison avant les autres ne nous a pas donné la liberté, bien au contraire puisque le parti a été interdit et nos camarades ont été jetés en prison. On a prétexté le pacte germano-soviétique.

LA GUERRE

Arrive la mobilisation partielle de mars 1939, suivie de la mobilisation générale de septembre 1939. Le drôle de guerre commence.

Très curieux : pour faire la guerre, on emprisonne les patriotes (et c'est le théâtre aux armées). C'était le moment pour Hitler d'attaquer avec la complicité des gros bonnets de l'armée et du gouvernement. C'est la guerre éclair.

Changement de gouvernement, mais toujours la lutte contre les communistes. Le gouvernement était soumis et voulu par Hitler et les hitlériens français, ceux qui disaient en 1936 "plutôt Hitler que le Front Populaire".

Je suis mobilisé à Brest en septembre 1939 ; en octobre je pars sur le Front de l'Est et on attend les événements de mai 1940.

Là c'est la capitulation, des millions de

français livrés à Hitler avec armes et bagages. Un cadeau pour l'aider à tenter de dominer le monde, et comme prétexte, détruire le monstre rouge (le communisme). Le 16 juin 1940, je suis blessé à Neuf-Château (Vosges) et prisonnier 3 jours plus tard à l'hôpital de Vittel. Je reste jusqu'au 30 octobre où je rejoins un camp de prisonniers. Réformé par les allemands fin décembre 1940, je pars pour Lyon pour y être réformé par l'armée française.

LA RESISTANCE

Ceci fait, je rentre à Paris et reprends le travail le 11 janvier 1941. Le jour même, je suis contacté par les camarades du parti (clandestin) ; j'ai tout de suite repris contact, appris la clandestinité et commencé avec le principe : "quand un tombe, un autre le remplace". En février, Jean Duflot tombe et à sa suite beaucoup d'autres tombent.

En mars 1941, je deviens l'agent de liaison entre Paris et Saint-Denis pour le gaz. Ce temps sera homologué par le Ministre des Armées de terre en 1955.

Mon travail consiste à porter toute la littérature clandestine entre le sommet de la Résistance (gaz de Paris), et le lieu de travail, et à le répartir entre d'autres résistants dans le plus grand secret. C'est ce que j'ai réussi à faire jusqu'à la Libération. Ces tracts arrivaient d'Angleterre, d'Espagne, du Portugal. Nous les passions en plein jour par le chemin des aiguilleurs sur le pont du Gaz entre Cornillon et Lendit.

Les camarades de la Résistance se réunissaient à la nuit tombée sous l'estacade du Lendit.

De plus, j'avais une autre tâche aussi sérieuse que dangereuse : le collectage en faveur des familles des déportés et la répartition entre ces familles, dans le secret le plus absolu. (Je crois avoir réussi).

Malgré deux perquisitions et une convoca-

tion à la Préfecture de Police, ils n'ont jamais rien trouvé sur moi, ni chez moi. J'étais aussi délégué syndical de la C.G.T. clandestine. Nous avions le syndicat obligatoire comme couverture.

LA LIBERATION

Je suis responsable de la grève insurrectionnelle au début août, trois semaines avant la libération de Paris. Notre rôle : préserver les installations et surtout le carburant, n'ayant pas les moyens d'empêcher les allemands de se servir.

Nous avons obligé le régisseur à truquer les chiffres du stock (gas-oil). J'ai dû faire face à des volontés de sabotage de la part de certains camarades excités par l'arrivée des Alliés. Il y avait 76 tonnes de pétrole. Sous la contrainte, le régisseur en a déclaré les 3/4 impropres aux véhicules. Faute de temps, les boches n'ont pas vérifié et se sont contentés de ces chiffres. C'était réussi.

1945-1954

La liberté retrouvée, j'ai été responsable de la section C.G.T., à différents échelons, jusqu'à la retraite, le 1^{er} mai 1954.

AVEC LES RETRAITES

En 1957, de retour à Plouaret, j'ai pris l'organisation des retraités. Etant délégué C.G.T. du canton de Plouaret, avec 2 ou 3 camarades, nous avons organisé des sorties (une par an), qui ont été appréciées et le sont toujours, de tous les retraités et veuves. Activité actuellement prise en main par la C.A.S. au plan départemental (cela se fait en deux sorties de 300 personnes)... les concours de boules sont aussi le fruit du travail des mêmes délégués ; nous sommes les retraités les mieux organisés dans le département.

Rédigé à Plouaret, en janvier 1977
par M. Emile LE DIGARCHER

Publié avec l'autorisation de sa famille que nous remercions sincèrement.

PRÉFACE DE
PATRICK BRAOUEZEC
ET JACK RALITE
ANNE LOMBARD-JOURDAN
EST L'AUTEUR DE NOMBREUX OUVRAGES
SUR L'HISTOIRE DE PARIS ET SAINT-DENIS

La Plaine Saint-Denis

La Plaine Saint-Denis suscite actuellement la curiosité en raison de la construction du Grand Stade, nouvelle phase dans sa longue histoire.

Considérée comme occupant le centre de la Gaule, elle fut, dès avant notre ère, un lieu du pouvoir, où se tenaient les assemblées communautaires présidées par les druides, et qui, marquant le site, a déterminé le destin de Paris capitale et de Saint-Denis abbatial et royal.

Lieu du pouvoir, terre nourricière, puis espace de toutes les fabrications, la Plaine Saint-Denis se prépare à être un des lieux pilotes du savoir-faire européen. Cet ouvrage, qui comporte une riche iconographie, coédité par PSD et les Éditions du CNRS, retrace les étapes de cette mobilité en devenir.

Anne Lombard-Jourdan

LA PLAINE SAINT-DENIS



DEUX MILLE ANS D'HISTOIRE



CNRS ÉDITIONS Éditions PSD SAINT-DENIS

Je commande exemplaire (s)
de la Plaine Saint-Denis, deux mille ans d'histoire
au prix de 29,73 € TTC l'unité (+ 3,81 € frais de port)

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

Je joins € en chèque à l'ordre des Éditions PSD
121, rue Gabriel-Péri, 93200 Saint-Denis.

Signature :